

E 4845

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2009-2010

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 19 octobre 2009

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 19 octobre 2009

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC27/2009 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour 2009 (DNO).

14259/09.



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 15 octobre 2009
(OR. en)**

14259/09

FIN 352

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	M. Algirdas ŠEMETA, membre de la Commission européenne
Date de réception:	14 octobre 2009
Destinataire:	M. Fredrik REINFELDT, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC27/2009 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour 2009 (DNO)

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC27/2009.

p.j.: DEC27/2009



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

BRUXELLES, LE 12/10/2009

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2009
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 10, 11, 13, 14, 15, 16,
17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 27/2009

DÉPENSES NON OBLIGATOIRES

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et internationales

ARTICLE - 01 03 02 Assistance macroéconomique CP 64 400 000

DU CHAPITRE - 0202 Compétitivité, politique industrielle, innovation et esprit d'entreprise

ARTICLE - 02 02 13 Action préparatoire - Possibilités d'internationalisation des PME CP 1 500 000

DU CHAPITRE - 0403 Travailler en Europe — Dialogue social et mobilité

ARTICLE - 04 03 04 EURES (services européens de l'emploi) CP 2 000 000

DU CHAPITRE - 0404 Emploi, solidarité sociale et égalité entre les hommes et les femmes

ARTICLE - 04 04 12 Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010) CP 1 430 000

DU CHAPITRE - 0505 Mesures de préadhésion dans le domaine de l'agriculture et du développement rural

ARTICLE - 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) CP 86 625 000

DU CHAPITRE - 0602 Transports intérieurs, aériens et maritimes

ARTICLE - 06 02 06 Programme Marco Polo II CP 2 000 000

DU CHAPITRE - 0606 Recherche liée à l'énergie et aux transports

POSTE - 06 06 02 02 Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique) —
Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène CP 2 900 000

DU CHAPITRE - 0704 Protection civile

ARTICLE - 07 04 01 Instrument financier pour la protection civile CP 2 500 000

ARTICLE - 07 04 05 Action préparatoire – Capacité de réaction rapide de l'UE CP 100 000

DU CHAPITRE - 0802 Coopération – Santé

ARTICLE - 08 02 01 Coopération – Santé CP 5 840 000

DU CHAPITRE - 0804 Coopération – Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production		
ARTICLE - 08 04 01 Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production	CP	7 703 347
ARTICLE - 08 04 02 Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production — Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH)	CP	9 600 000
DU CHAPITRE – 0805 Coopération — Énergie		
ARTICLE - 08 05 01 Coopération - Énergie	CP	6 420 000
ARTICLE - 08 05 02 Coopération - Énergie - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH)	CP	14 370 000
DU CHAPITRE - 0806 Coopération — Environnement (y compris le changement climatique)		
ARTICLE - 08 06 02 Coopération - Environnement - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH)	CP	2 900 000
DU CHAPITRE – 0808 Coopération — Sciences socio-économiques et sciences humaines		
ARTICLE - 08 08 01 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines	CP	8 310 000
DU CHAPITRE – 0816 Capacités — La science dans la société		
ARTICLE - 08 16 01 Capacités — La science dans la société	CP	2 890 000
DU CHAPITRE – 0817 Capacités — Activités de coopération internationale		
ARTICLE - 08 17 01 Capacités - Activités de coopération internationale	CP	3 000 000
DU CHAPITRE - 0819 Capacités — Soutien du développement cohérent des politiques de recherche		
ARTICLE - 08 19 01 Capacités – Soutien du développement cohérent des politiques de recherche	CP	2 290 000
DU CHAPITRE - 0822 Achèvement des programmes-cadres antérieurs et autres activités		
POSTE - 08 22 03 02 Achèvement du sixième programme-cadre Euratom (2003-2006)	CP	2 800 000
DU CHAPITRE – 0824 Institut européen d'innovation et de technologie		
ARTICLE – 08 24 01 Institut européen d'innovation et de technologie - Structure de direction	CP	3 300 000
DU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom		
ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets	CP	5 300 000
DU CHAPITRE - 1502 Éducation et formation tout au long de la vie, notamment le multilinguisme		
ARTICLE - 15 02 09 Achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de l'éducation et de la formation	CP	3 500 000
ARTICLE - 15 02 22 Programme Éducation et formation tout au long de la vie	CP	24 000 000
DU CHAPITRE – 1505 Encourager et promouvoir la coopération dans le domaine de la jeunesse et des sports		
ARTICLE - 15 05 11 Action préparatoire dans le domaine du sport	CP	2 000 000
DU CHAPITRE - 1603 Communication au niveau local		
ARTICLE - 16 03 04 Actions spécifiques sur des thèmes prioritaires, dont Prince	CP	1 000 000
ARTICLE - 16 03 07 EuroGlobe - Action préparatoire	CP	1 000 000
DU CHAPITRE - 1604 Outils d'analyse et de communication		
ARTICLE - 16 04 03 Publications écrites ciblées	CP	1 000 000

DU CHAPITRE - 1806 Justice pénale et justice civile		
ARTICLE - 18 06 06 Justice pénale	CP	1 000 000
DU CHAPITRE - 1904 Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)		
ARTICLE - 19 04 03 Missions électorales et d'observation de l'Union européenne	CP	6 000 000
DU CHAPITRE - 1906 Réaction aux crises et menaces pour la sécurité mondiale		
POSTE - 19 06 01 01 Préparation et réaction aux crises (instrument de stabilité)	CP	21 500 000
ARTICLE - 19 06 05 Interventions de protection civile dans les pays tiers	CP	4 600 000
DU CHAPITRE - 1909 Relations avec l'Amérique latine		
ARTICLE - 19 09 01 Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine	CP	21 409 000
ARTICLE - 19 09 02 Action préparatoire — Coopération avec les pays d'Amérique latine à revenus moyens	CP	2 500 000
DU CHAPITRE - 1910 Relations avec l'Asie, l'Asie centrale et le Moyen-Orient (Iraq, Iran, Yémen)		
POSTE - 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie	CP	36 600 000
POSTE - 19 10 01 04 Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec la Chine	CP	2 120 682
POSTE - 19 10 01 05 Action préparatoire - Coopération avec les pays d'Asie à revenus moyens	CP	1 760 000
ARTICLE - 19 10 03 Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen	CP	6 600 000
DU CHAPITRE - 21 04 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie		
ARTICLE - 21 04 01 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie	CP	20 000 000
ARTICLE - 21 04 05 Fonds mondial pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (GEEREF)	CP	2 200 000
ARTICLE - 21 04 06 Gestion des eaux dans les pays en développement - action préparatoire	CP	2 000 000
DU CHAPITRE - 2105 Développement humain et social		
POSTE - 21 05 01 01 Santé	CP	5 000 000
POSTE - 21 05 01 06 Action préparatoire concernant un transfert de technologies dans le domaine des produits pharmaceutiques en faveur des pays en développement	CP	2 074 559
POSTE - 21 05 01 07 Action préparatoire concernant la recherche et le développement en matière de maladies liées à la pauvreté, de maladies tropicales et de maladies négligées	CP	2 033 186
ARTICLE - 21 05 03 Développement humain et social - Achèvement de l'ancienne coopération	CP	24 000 000
DU CHAPITRE - 2108 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»		
ARTICLE - 21 08 01 Évaluation des résultats de l'aide communautaire, actions de suivi et d'audit	CP	2 423 000
DU CHAPITRE - 2202 Processus et stratégie d'élargissement		
POSTE - 22 02 05 01 Achèvement de l'aide de préadhésion PHARE	CP	10 154 573
POSTE - 22 02 07 03 Soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque	CP	42 000 000

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE – 0203 Marché intérieur des biens et des politiques sectorielles		
POSTE - 02 03 02 02 Agence européenne des médicaments - Subvention au titre 3	CP	2 310 000
AU CHAPITRE - 0204 Coopération — Espace et sécurité		
POSTE - 02 04 01 02 Recherche dans le domaine de la sécurité	CP	2 900 000
ARTICLE - 02 04 02 Action préparatoire - Renforcement de la recherche en matière de sécurité européenne	CP	750 000
POSTE - 02 04 04 02 Achèvement du sixième programme-cadre de la Communauté européenne (2003-2006)	CP	4 150 000
AU CHAPITRE - 0603 Réseaux transeuropéens		
ARTICLE - 06 03 01 Clôture du soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport	CP	2 000 000
ARTICLE - 06 03 02 Clôture du soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen d'énergie	CP	3 500 000
AU CHAPITRE - 0702 Affaires internationales concernant l'environnement		
ARTICLE - 07 02 01 Participation aux activités multilatérales et internationales en matière d'environnement	CP	900 000
ARTICLE - 07 02 02 Achèvement de LIFE [l'Instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Actions menées à l'extérieur du territoire communautaire	CP	1 600 000
AU CHAPITRE – 0705 Nouvelles initiatives fondées sur le programme d'action de la Communauté en faveur de l'environnement		
ARTICLE - 07 05 01 Finalisation de nouvelles initiatives	CP	100 000
AU CHAPITRE - 0803 Coopération – Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies		
ARTICLE - 08 03 01 Coopération – Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies	CP	33 500 000
AU CHAPITRE - 0807 Coopération – Transports (y compris l'aéronautique)		
ARTICLE - 08 07 01 Coopération - Transports (y compris l'aéronautique)	CP	11 360 000
AU CHAPITRE - 0818 Capacités — Instrument de financement avec partage des risques (BEI)		
ARTICLE - 08 18 01 Capacités — Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)	CP	1 536 000
AU CHAPITRE - 1305 Interventions de préadhésion en relation avec la politique structurelle		
POSTE - 13 05 01 01 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) – Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)	CP	125 000 000
AU CHAPITRE - 1802 Solidarité – Frontières extérieures, politique des visas et libre circulation des personnes		
ARTICLE - 18 02 05 Système d'information sur les visas (VIS)	CP	1 300 000
ARTICLE - 18 02 06 Fonds pour les frontières extérieures	CP	41 000 000
AU CHAPITRE - 1803 Flux migratoires — Politiques communes en matière d'immigration et d'asile		
ARTICLE - 18 03 03 Fonds européen pour les réfugiés	CP	11 800 000
ARTICLE - 18 03 04 Mesures d'urgence en cas d'afflux massif de réfugiés	CP	1 000 000
ARTICLE - 18 03 09 Fonds européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers	CP	2 800 000
AU CHAPITRE - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)		

ARTICLE - 19 03 03 Résolution de conflits et autres mesures de stabilisation	CP	34 000 000
ARTICLE - 19 03 07 Missions de police	CP	17 000 000
AU CHAPITRE – 1908 Politique européenne de voisinage et relations avec la Russie		
POSTE - 19 08 01 03 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est	CP	87 000 000
AU CHAPITRE - 2002 Politique commerciale		
ARTICLE - 20 02 01 Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers	CP	1 500 000
AU CHAPITRE - 2102 Sécurité alimentaire		
ARTICLE - 21 02 01 Sécurité alimentaire	CP	15 000 000
AU CHAPITRE - 2103 Acteurs non étatiques du développement		
ARTICLE - 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement	CP	18 000 000
ARTICLE - 21 03 02 Autorités locales du développement	CP	2 000 000
AU CHAPITRE – 21 06 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)		
ARTICLE - 21 06 03 Appui à l'ajustement en faveur des pays signataires du protocole sur le sucre	CP	5 000 000
ARTICLE - 21 06 05 Aide aux producteurs de bananes des États ACP	CP	25 000 000
AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes		
ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire	CP	24 000 000
ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire	CP	10 000 000
AU CHAPITRE – 2502 Relations avec la société civile, transparence et information		
POSTE - 25 02 04 01 Bases documentaires	CP	147 347
AU CHAPITRE - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	CP	500 000

VIREMENT GLOBAL N° DEC 27/2009

CRÉDITS DE PAIEMENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Introduction

Chaque année à l'automne, il est procédé à un bilan de l'exécution du budget sur la base de la situation à la mi-septembre¹. Après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement d'ici à la fin de l'exercice, la Commission établit chaque année une proposition de «virement global» destiné à permettre le rééquilibrage des crédits de paiement pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

Traditionnellement, le virement global ne prend en considération **que** les crédits de **paiement**. La présente proposition de virement global pour 2009 porte sur des crédits de paiement relevant de la plupart des rubriques du cadre financier, pour un montant total d'environ **487 millions** d'EUR (0,4 % des crédits de paiement disponibles dans le budget 2009).

Cette proposition de virement global, qui a été établie en étroite collaboration avec les directions générales concernées, vise à répondre aux besoins complémentaires en crédits de paiement de programmes et d'actions dont la mise en œuvre a été plus rapide que prévu, au moyen des crédits disponibles sur des lignes pour lesquelles on prévoit une sous-exécution d'ici à la fin de l'exercice.

Les virements proposés en vue d'un **renforcement** portent sur les rubriques et sous-rubriques suivantes du cadre financier pluriannuel:

• Sous-rubrique 1a:	Compétitivité	62,5 millions d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	0,1 million d'EUR
• Sous-rubrique 3a:	Liberté, sécurité et justice	57,9 millions d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	366,0 millions d'EUR
• Rubrique 5:	Administration	0,1 million d'EUR

Les virements proposés en vue d'un **prélèvement** concernent les rubriques et sous-rubriques suivantes:

• Sous-rubrique 1a:	Compétitivité	108,8 millions d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	0,1 million d'EUR
• Sous-rubrique 3a:	Liberté, sécurité et justice	1,0 million d'EUR
• Sous-rubrique 3b:	Citoyenneté	7,5 millions d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	366,0 millions d'EUR
• Rubrique 5:	Administration	3,3 millions d'EUR

Au total, 79 lignes budgétaires sont concernées (31 pour les renforcements et 48 pour les prélèvements) contre 94 lignes dans le virement global présenté à la fin de 2008. Toutes les lignes figurant dans cette proposition de virement global concernent des dépenses non obligatoires.

2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les renforcements proposés sont résumés dans la présente section, avec la mention des crédits disponibles pour compenser ces renforcements. En premier lieu, l'équilibrage est effectué au sein de chaque rubrique du cadre financier. L'excédent de crédits de paiement dans les sous-rubriques 1a (- 46,3 millions d'EUR) et 3b (- 7,5 millions) et dans la rubrique 5 (- 3,2 millions) est absorbé par les besoins de renforcement dans la sous-rubrique 3a (+ 56,9 millions d'EUR).

¹ Les chiffres détaillés de l'exécution à la mi-septembre figurent dans le rapport hebdomadaire sur l'exécution budgétaire, transmis à l'autorité budgétaire le 14 septembre 2009.

2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé un renforcement pour **31 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées, ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.1.1 Sous-rubrique 1a: Compétitivité

- + 33,5 millions d'EUR pour le 7^e programme-cadre de recherche, Coopération – Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies (article 08 03 01): les contrats signés dans le cadre de l'appel de 2008 couvrent des périodes plus longues que prévu initialement, ce qui nécessite des montants de préfinancements plus élevés; de plus, l'accélération des procédures de passation pour les contrats relevant de l'appel de 2009, qui permet la signature d'un plus grand nombre de contrats jusqu'à la fin de l'année, entraînera des versements de préfinancements plus élevés.
- + 11,4 millions d'EUR en faveur du 7^e programme-cadre de recherche – Coopération — Transports (y compris l'aéronautique) (article 08 07 01), le rythme d'exécution étant plus élevé que prévu initialement.

2.1.2 Sous-rubrique 3a: Liberté, sécurité et justice

- + 41 millions d'EUR en faveur du Fonds pour les frontières extérieures (article 18 02 06), visant à couvrir des paiements initialement prévus pour 2008 mais qui, n'ayant pas pu être effectués, ont été reportés à 2009.
- + 11,8 millions d'EUR en faveur du Fonds européen pour les réfugiés (article 18 03 03), destinés à couvrir les premiers versements de préfinancements supplémentaires pour les programmes annuels de 2009 ainsi que des paiements initialement prévus pour 2008, mais qui, n'ayant pas pu être effectués, ont été reportés à 2009.

2.1.3 Rubrique 4: L'UE acteur mondial

- + 125 millions d'EUR pour la ligne d'achèvement de l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA) (poste 13 05 01 01), afin de couvrir des besoins accrus résultant des prévisions révisées de la Roumanie et de la levée des suspensions de paiements pour la Bulgarie.
- + 87 millions d'EUR pour la Politique européenne de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec l'Europe de l'Est (poste 19 08 01 03), parce que le nouveau règlement I EVP a eu des retombées positives sur le taux de décaissement et que la facilité d'investissement dans le cadre de la politique de voisinage (FIPV), cofinancée par les États membres et plusieurs institutions financières, a commencé ses décaissements.
- + 34 millions d'EUR pour la ligne Résolution de conflits et autres mesures de stabilisation (article 19 03 03): le mandat des missions de la PESD ayant fait l'objet d'une extension pour EULEX KOSOVO, EUSEC RD Congo et EUJUST LEX, les préfinancements doivent être versés sans délai.
- + 25 millions d'EUR pour l'Aide aux producteurs de bananes des États ACP (article 21 06 05), car des modifications apportées aux projets relatifs aux bananes ont permis aux délégations de combler les retards et de publier des appels d'offres, ce qui s'est traduit par la conclusion d'une part plus élevée de contrats.
- + 24 millions d'EUR en faveur de l'Aide humanitaire (article 23 02 01): à l'époque où la réserve d'aide d'urgence avait été mobilisée, au moyen du virement DEC 20, afin de renforcer les engagements du budget de l'aide humanitaire pour faire face à la crise humanitaire au Pakistan et en Somalie, des crédits de paiement étaient encore disponibles sur la ligne, de sorte que le renforcement des paiements avait été reporté en vue du virement global.
- + 18 millions d'EUR en faveur des Acteurs non étatiques du développement (article 21 03 01): les besoins en paiements d'avances étaient plus élevés que prévu initialement du fait que les appels à propositions lancés au début de 2009 (2008 et 2009) portent sur deux années et non

une seule comme auparavant; de plus, il existe une nouvelle procédure qui permet de libérer la première avance sur la base du contrat signé, sans présentation d'une demande de paiement.

- + 17 millions d'EUR en faveur des Missions de police (article 19 03 07): les versements de préfinancements pour deux missions relevant de la PESD, à savoir EUPOL Afghanistan et EUPOL RD Congo, doivent être effectués en 2009 immédiatement après l'extension de leur mandat.
- + 15 millions d'EUR en faveur de la sécurité alimentaire (article 21 02 01), l'exécution des paiements ayant été plus forte que prévu initialement.

2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **48 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées sont les suivantes:

2.2.1 Sous-rubrique 1a: Compétitivité

- - 24 millions d'EUR issus du programme «Éducation et formation tout au long de la vie» (article 15 02 22): l'augmentation des crédits de paiement décidée par l'autorité budgétaire lors de la procédure budgétaire de 2009 ne s'est pas accompagnée d'une hausse parallèle des crédits d'engagement qui aurait permis l'utilisation de ces crédits.
- - 14,4 millions d'EUR provenant du 7^e programme-cadre de recherche – Coopération – Énergie - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH) (article 08 05 02): les préfinancements ne seront versés que pour les projets pour lesquels des engagements ont été contractés en 2008 et les versements de préfinancements pour les projets ayant fait l'objet d'engagements en 2009 seront effectués en 2010.

2.2.2 Rubrique 4: L'UE acteur mondial

- - 86,6 millions d'EUR provenant de l'instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) (article 05 05 02): les travaux requis se rapportant à la délégation de la gestion à la Turquie n'ont pas encore été achevés et l'augmentation de 61,9 millions d'EUR votée par l'autorité budgétaire au cours de la procédure budgétaire n'a pas pu être absorbée, étant donné que les crédits nécessaires pour les avances figuraient déjà dans la proposition d'APB et qu'aucun paiement intermédiaire n'était envisagé pour 2009.
- - 64,4 millions d'EUR issus de l'Assistance macroéconomique (article 01 03 02): comme il s'agit d'un instrument de gestion de crise à court terme visant à répondre à des besoins urgents et exceptionnels en financement externe, cela implique certains facteurs externes d'incertitude dans le contexte de la programmation et de l'exécution budgétaires. Par conséquent, un certain degré d'incertitude est inévitable, tant pour la programmation des engagements portant sur les nouvelles opérations que pour le rythme de paiement pour les opérations en cours, qui est lié à la mise en œuvre satisfaisante du programme économique soutenu par le FMI, ainsi qu'au respect des conditions particulières de l'UE.
- - 42 millions d'EUR provenant du Soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque (poste 22 02 07 03), étant donné que la bonne marche des passations est entravée par des problèmes dus à l'environnement politico-juridique unique dans la partie nord de Chypre.
- - 36,6 millions d'EUR venant de la Coopération avec les pays en développement d'Asie (poste 19 10 01 01), étant donné que le rythme d'exécution était plus lent que prévu au moment de l'élaboration de l'avant-projet de budget.
- - 21,5 millions d'EUR provenant de la ligne Préparation et réaction aux crises (instrument de stabilité) (poste 19 06 01 01), à la suite de l'accord intervenu lors de la concertation budgétaire de novembre 2008 en vue du transfert, en faveur de la facilité alimentaire, de 70 millions d'EUR issus du budget des engagements de 2009 qui était prévu pour l'instrument de stabilité, ce qui n'a laissé que 134,8 millions d'EUR en crédits d'engagement sur cette ligne sans qu'il y ait une diminution correspondante des crédits de paiement.

- - 24 millions d'EUR provenant de la ligne Développement humain et social - Achèvement de l'ancienne coopération (article 21 05 03): dans de nombreux cas, l'exécution de ces projets encore en cours a été retardée, ce qui a entraîné des prolongations sans frais supplémentaires et un ralentissement des taux de décaissement globaux; en effet, à la clôture des projets, les dépenses totales sont souvent inférieures à celles prévues dans le budget, de sorte que des recouvrements sont effectués à la place des versements de soldes.
- - 21,4 millions d'EUR issus de la Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine (article 19 09 01): la situation en matière de paiements a été affectée par la conjoncture politique au Nicaragua et au Honduras (qui figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'aide); en conséquence, les paiements d'aide budgétaire en faveur de ces pays ont été suspendus, malgré les mesures d'atténuation prises pour accélérer l'absorption des fonds dans le cadre de la coopération bilatérale avec la CE.
- - 20 millions d'EUR provenant de la ligne Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie (article 21 04 01), le renforcement dont a bénéficié cette ligne au cours de la procédure budgétaire n'ayant pu être absorbé en 2009.
- - 10,2 millions d'EUR provenant de l'Achèvement de l'aide de préadhésion PHARE (poste 22 02 05 01): la passation et l'exécution par les autorités nationales roumaines ont connu un rythme beaucoup plus lent que prévu et les organismes bulgares chargés de la mise en œuvre n'ont pas été en mesure de conclure dans les délais des contrats représentant des montants importants.

3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans le tableau récapitulatif ci-après, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 25 septembre 2009;
- les virements au 25 septembre 2009;
- l'exécution au 25 septembre 2009;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- une brève justification du virement proposé. Pour les prélèvements ou les renforcements représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, l'une des justifications standard suivantes s'applique:
 - exécution plus rapide que prévu;
 - exécution plus lente que prévu;
 - non-exécution de paiements d'avances programmés;
 - crédits de paiement insuffisants pour couvrir les crédits d'engagement;
 - absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent.

Pour les renforcements et les prélèvements représentant plus de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications plus circonstanciées sont fournies à l'annexe IA.

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
01 03 02 - Assistance macroéconomique								
	110.000.000	0	216.826	109.783.174	-64.400.000	-58,55%	45.383.174	*
02 02 13 - Action préparatoire - Possibilités d'internationalisation des PME								
	1.500.000	0	0	1.500.000	-1.500.000	-100,00%	0	*
02 03 02 02 - Agence européenne des médicaments - Subvention au titre 3								
	18.990.000	0	0	19.445.760	2.310.000	12,16%	21.755.760	*
02 04 01 02 - Recherche dans le domaine de la sécurité								
	50.868.000	0	38.078.312	14.010.520	2.900.000	5,70%	16.910.520	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
02 04 02 - Action préparatoire - Renforcement de la recherche en matière de sécurité européenne								
	3.000.000	0	896.069	2.175.931	750.000	25,00%	2.925.931	*
02 04 04 02 - Achèvement du sixième programme-cadre de la Communauté européenne (2003-2006)								
	31.559.000	0	25.569.946	6.746.470	4.150.000	13,15%	10.896.470	*
04 03 04 - EURES (services européens de l'emploi)								
	17.153.625	0	10.809.126	6.756.186	-2.000.000	-11,66%	4.756.186	*
04 04 12 - Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010)								
	3.500.000	0	1.800.995	1.783.005	-1.430.000	-40,86%	353.005	*
05 05 02 - Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)								
	115.425.000	0	0	115.425.000	-86.625.000	-75,05%	28.800.000	*
06 02 06 - Programme Marco Polo II								
	54.182.875	2.990.948	19.564.975	38.909.237	-2.000.000	-3,69%	36.909.237	<i>CE insuffisants pour couvrir les CP</i>
06 03 01 - Clôture du soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport								
	150.000.000	50.000.000	169.180.268	30.819.732	2.000.000	1,33%	32.819.732	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
06 03 02 - Clôture du soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen d'énergie								
	9.100.000	630.000	6.539.109	3.190.891	3.500.000	38,46%	6.690.891	*
06 06 02 02 - Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique) — Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène								
	2.900.000	0	0	2.969.600	-2.900.000	-100,00%	69.600	*
07 02 01 - Participation aux activités multilatérales et internationales en matière d'environnement								
	3.500.000	-250.000	3.087.507	162.493	900.000	25,71%	1.062.493	*
07 02 02 - Achèvement de LIFE [l'Instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Actions menées à l'extérieur du territoire communautaire								
	2.500.000	250.000	2.515.414	234.586	1.600.000	64,00%	1.834.586	*
07 04 01 - Instrument financier pour la protection civile								
	14.250.000	0	3.857.517	10.734.483	-2.500.000	-17,54%	8.234.483	*
07 04 05 - Action préparatoire – Capacité de réaction rapide de l'UE								
	7.000.000	-950.000	1.230.630	4.819.370	-100.000	-1,43%	4.719.370	*
07 05 01 - Finalisation de nouvelles initiatives								
	1.200.000	0	802.893	397.107	100.000	8,33%	497.107	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
08 02 01 - Coopération – Santé								
	383.180.000	-9.900.000	210.624.438	171.851.882	-5.840.000	-1,52%	166.011.882	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
08 03 01 - Coopération – Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies								
	109.019.000	0	99.257.876	12.377.580	33.500.000	30,73%	45.877.580	*
08 04 01 - Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production								
	390.682.750	0	136.277.111	263.782.025	-7.703.347	-1,97%	256.078.678	*
08 04 02 - Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production — Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH)								
	9.600.000	0	0	9.830.400	-9.600.000	-100,00%	230.400	*
08 05 01 - Coopération - Énergie								
	106.187.750	0	34.242.947	74.493.309	-6.420.000	-6,05%	68.073.309	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
08 05 02 - Coopération - Énergie - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH)								
	30.900.000	0	0	31.641.600	-14.370.000	-46,50%	17.271.600	*
08 06 02 - Coopération - Environnement - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène (PCH)								
	2.900.000	0	0	2.969.600	-2.900.000	-100,00%	69.600	*
08 07 01 - Coopération - Transports (y compris l'aéronautique)								
	248.273.000	0	127.512.896	126.718.656	11.360.000	4,58%	138.078.656	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
08 08 01 - Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines								
	49.202.000	0	30.414.776	19.968.072	-8.310.000	-16,89%	11.658.072	*
08 16 01 - Capacités - La science dans la société								
	31.000.000	0	20.285.702	11.458.298	-2.890.000	-9,32%	8.568.298	<i>Non-exécution de paiements d'avances programmés</i>
08 17 01 - Capacités - Activités de coopération internationale								
	14.952.000	0	1.713.978	13.596.870	-3.000.000	-20,06%	10.596.870	*
08 18 01 - Capacités - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)								
	30.000.000	0	30.720.000	0	1.536.000	5,12%	1.536.000	<i>CP insuffisants pour couvrir les CE</i>
08 19 01 - Capacités – Soutien du développement cohérent des politiques de recherche								
	9.265.000	0	3.032.579	6.454.781	-2.290.000	-24,72%	4.164.781	*
08 22 03 02 - Achèvement du sixième programme-cadre Euratom (2003-2006)								
	49.375.000	-880.000	30.829.291	17.665.709	-2.800.000	-5,67%	14.865.709	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
08 24 01 - Institut européen d'innovation et de technologie - Structure de direction								
	5.800.000	0	1.625.633	4.313.567	-3.300.000	-56,90%	1.013.567	*
10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets								
	26.200.000	0	14.263.350	11.936.650	-5.300.000	-20,23%	6.636.650	*
13 05 01 01 - Instrument structurel de préadhésion (ISPA) – Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)								
	340.000.000	-50.000.000	190.939.927	99.060.073	125.000.000	36,76%	224.060.073	*
15 02 09 - Achèvement des programmes antérieurs dans le domaine de l'éducation et de la formation								

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
	27.000.000	-1.476.000	11.547.460	14.624.540	-3.500.000	-12,96%	11.124.540		*
15 02 22 - Programme Éducation et formation tout au long de la vie									
	905.000.000	0	659.385.287	267.334.713	-24.000.000	-2,65%	243.334.713	CE insuffisants pour couvrir les CP	
15 05 11 - Action préparatoire dans le domaine du sport									
	6.000.000	0	753.760	5.246.240	-2.000.000	-33,33%	3.246.240		*
16 03 04 - Actions spécifiques sur des thèmes prioritaires, dont Prince									
	12.830.000	0	8.886.470	3.943.530	-1.000.000	-7,79%	2.943.530	Exécution plus lente que prévu	
16 03 07 - EuroGlobe - Action préparatoire									
	1.500.000	0	0	1.500.000	-1.000.000	-66,67%	500.000		*
16 04 03 - Publications écrites ciblées									
	5.000.000	0	2.590.963	2.409.037	-1.000.000	-20,00%	1.409.037		*
18 02 05 - Système d'information sur les visas (VIS)									
	23.000.000	0	11.886.854	11.113.146	1.300.000	5,65%	12.413.146	Exécution plus rapide que prévu	
18 02 06 - Fonds pour les frontières extérieures									
	116.000.000	0	87.190.028	28.809.972	41.000.000	35,34%	69.809.972		*
18 03 03 - Fonds européen pour les réfugiés									
	68.400.000	2.769.600	65.051.150	6.118.450	11.800.000	17,25%	17.918.450		*
18 03 04 - Mesures d'urgence en cas d'afflux massif de réfugiés									
	5.000.000	4.830.400	7.430.400	2.400.000	1.000.000	20,00%	3.400.000		*
18 03 09 - Fonds européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers									
	59.000.000	24.400.000	64.144.782	19.255.218	2.800.000	4,75%	22.055.218	Exécution plus rapide que prévu	
18 06 06 - Justice pénale									
	22.000.000	0	14.402.537	7.597.463	-1.000.000	-4,55%	6.597.463	Exécution plus lente que prévu	
19 03 03 - Résolution de conflits et autres mesures de stabilisation									
	139.820.000	-10.185.393	112.220.501	17.414.106	34.000.000	24,32%	51.414.106		*
19 03 07 - Missions de police									
	55.770.000	0	53.165.292	2.604.708	17.000.000	30,48%	19.604.708		*
19 04 03 - Missions électorales et d'observation de l'Union européenne									
	29.000.000	0	10.265.092	18.734.908	-6.000.000	-20,69%	12.734.908		*
19 06 01 01 - Préparation et réaction aux crises (instrument de stabilité)									
	150.000.000	-15.000	78.460.510	71.524.490	-21.500.000	-14,33%	50.024.490		*
19 06 05 - Interventions de protection civile dans les pays tiers									
	7.600.000	0	274.418	7.507.982	-4.600.000	-60,53%	2.907.982		*
19 08 01 03 - Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est									
	248.820.000	0	205.403.097	43.416.903	87.000.000	34,97%	130.416.903		*

Ligne / Intitulé									
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard	
19 09 01 - Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine									
	329.810.000	0	153.608.031	176.201.969	-21.409.000	-6,49%	154.792.969	Exécution plus lente que prévu	*
19 09 02 - Action préparatoire - Coopération avec les pays d'Amérique latine à revenus moyens									
	3.000.000	0	0	3.000.000	-2.500.000	-83,33%	500.000		*
19 10 01 01 - Coopération avec les pays en développement d'Asie									
	464.690.000	-3.000.000	202.394.169	259.295.831	-36.600.000	-7,88%	222.695.831	Exécution plus lente que prévu	
19 10 01 04 - Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec la Chine									
	4.000.000	0	270.509	3.729.491	-2.120.682	-53,02%	1.608.809		*
19 10 01 05 - Action préparatoire - Coopération avec les pays d'Asie à revenus moyens									
	2.000.000	0	0	2.000.000	-1.760.000	-88,00%	240.000		*
19 10 03 - Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen									
	60.000.000	0	25.806.000	34.194.000	-6.600.000	-11,00%	27.594.000		*
20 02 01 - Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers									
	8.000.000	0	5.295.305	2.704.695	1.500.000	18,75%	4.204.695		*
21 02 01 - Sécurité alimentaire									
	195.000.000	0	89.599.935	105.400.065	15.000.000	7,69%	120.400.065	Exécution plus rapide que prévu	
21 03 01 - Acteurs non étatiques du développement									
	150.000.000	0	120.473.764	29.526.236	18.000.000	12,00%	47.526.236		*
21 03 02 - Autorités locales du développement									
	10.000.000	0	8.205.404	1.794.596	2.000.000	20,00%	3.794.596		*
21 04 01 - Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie									
	137.369.050	0	41.068.011	96.301.039	-20.000.000	-14,56%	76.301.039		*
21 04 05 - Fonds mondial pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (GEEREF)									
	2.200.000	0	0	2.200.000	-2.200.000	-100,00%	0		*
21 04 06 - Gestion des eaux dans les pays en développement - action préparatoire									
	3.000.000	0	424.005	2.575.995	-2.000.000	-66,67%	575.995		*
21 05 01 01 - Santé									
	12.000.000	0	0	12.000.000	-5.000.000	-41,67%	7.000.000		*
21 05 01 06 - Action préparatoire concernant un transfert de technologies dans le domaine des produits pharmaceutiques en faveur des pays en développement									
	3.000.000	0	925.441	2.074.559	-2.074.559	-69,15%	0		*
21 05 01 07 - Action préparatoire concernant la recherche et le développement en matière de maladies liées à la pauvreté, de maladies tropicales et de maladies négligées									
	3.000.000	0	848.617	2.151.383	-2.033.186	-67,77%	118.197		*
21 05 03 - Développement humain et social - Achèvement de l'ancienne coopération									
	57.000.000	0	25.294.657	31.705.343	-24.000.000	-42,11%	7.705.343		*
21 06 03 - Appui à l'ajustement en faveur des pays signataires du protocole sur le sucre									
	80.000.000	0	30.793.756	49.206.244	5.000.000	6,25%	54.206.244	Exécution plus rapide que prévu	

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
21 06 05 - Aide aux producteurs de bananes des États ACP								
	40.000.000	0	34.928.461	5.071.539	25.000.000	62,50%	30.071.539	*
21 08 01 - Évaluation des résultats de l'aide communautaire, actions de suivi et d'audit								
	9.577.000	0	3.378.689	6.198.311	-2.423.000	-25,30%	3.775.311	*
22 02 05 01 - Achèvement de l'aide de préadhésion PHARE								
	465.915.000	0	36.975.160	428.939.840	-10.154.573	-2,18%	418.785.267	*
22 02 07 03 - Soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque								
	87.368.000	0	13.968.937	73.399.063	-42.000.000	-48,07%	31.399.063	*
23 02 01 - Aide humanitaire								
	504.531.000	0	375.167.765	129.363.235	24.000.000	4,76%	153.363.235	*
23 02 02 - Aide alimentaire								
	230.025.000	0	171.181.369	58.843.631	10.000.000	4,35%	68.843.631	*
25 02 04 01 - Bases documentaires								
	700.000	0	486.939	213.061	147.347	21,05%	360.408	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services								
	11.900.000	0	7.594.546	4.305.454	500.000	4,20%	4.805.454	*
Total PRÉLÈVEMENT CP						- 486.653.347		
Total RENFORCEMENT CP						486.653.347		

(*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

Grounds

NB: The budget lines below follow the order of the budget nomenclature.

Decrease 01 03 02:

Macro-economic assistance

Macro Financial Assistance (MFA) is a short term crisis management aiming at addressing urgent and exceptional external financing needs; it implies some external factors of uncertainty in the context of budget programming and execution. Some degree of uncertainty is inevitable both on the scheduling of commitments for new operations and on the rhythm of payment under existing operations which is linked to the satisfactory implementation of the economic programme supported by the International monetary fund, as well as the fulfilment of EU specific conditions.

Payment appropriations amounting to EUR 110 million were available in the 2009 Budget. At this stage, EUR 0.217 million was disbursed for ex post evaluations. Subject to the fulfilment of the specific economic policy and financial conditions attached to the payment of the assistance by the Authorities of the beneficiary countries and the provisions of the Memoranda of Understanding and the grant agreements signed, the forecasted amounts of payments between September and the end of 2009 could be as follows:

Disbursements - Forecast	
Lebanon ⁽¹⁾	15.0
Kosovo ⁽²⁾	30.0
Ex post evaluations and operational assessments	0.5
TOTAL	45.5

⁽¹⁾ Disbursement of the second tranche

⁽²⁾ First grant disbursement

According to the estimates mentioned above, EUR 45.5 million will be required till the end of 2009, leaving EUR 64.4 million in payment appropriations available for redeployments in the course of the global transfer.

Decrease 02 02 13:

Preparatory action - Opportunities for internationalisation of SMEs

This preparatory action is new in 2009 and will take the form of a detailed feasibility study. The contract to implement the preparatory action is to be signed in the second half of 2009 and foresees the first payments upon delivery of a first interim report after a six-month period. First payments will therefore only be made in 2010. No payment appropriations will be implemented in 2009.

Increase 02 03 02 02:

European Medicines Agency - Subsidy under Title 3

In the 2009 budget procedure, the budgetary authority authorised commitment appropriations EUR 5.017.600 higher than payment appropriations. Based on revised cash flow forecasts, the European Medicines Agency (EMA) will need the full amount of commitment appropriations as a balancing subsidy in 2009. Therefore, payment and commitment appropriations need to be brought in line. Part of the difference can be covered through the transfer of payment appropriations within budget chapter 02 03, the remainder of the difference is requested with this proposed increase.

Increase 02 04 02:

Preparatory action - Enhancement of European security research

The proposed increase in payment appropriations is necessary in light of a faster than expected liquidation of 'old' actions of this completed preparatory action, speeding up payment of the outstanding commitments ('reste à liquider' -RAL) beyond the estimation in the Preliminary Draft Budget 2009

Increase 02 04 04 02:

Completion of the sixth Community framework programme (2003 to 2006)

In the past, the liquidation of outstanding commitments of the sixth research framework programme (FP6, 2003-2006) was slowed down due to the fact that several payments were blocked for reasons of lack of supporting documents (cost claims, audit certificates) which are necessary to verify the eligible costs and to perform the final payment.

As several of these files have now been unblocked with the arrival of supporting documents in 2009, the rhythm for liquidating outstanding commitments ('reste à liquider' - RAL) has accelerated, generating a need for additional payment appropriations.

A first transfer for EUR 8.300.000 has been initiated (INFO 04/2009) to increase payment appropriations on the budget line to cover the payment appropriation needs until the end of November. This request further brings in line payment appropriations with the needs until the end of the year, under the assumption that the ongoing transfer request can be performed.

Decrease 04 03 04:

EURES (European Employment Services)

The budgetary authority increased payment appropriations by EUR 2 million in the 2009 budget. However, as no commitment appropriations were added no new activities can be launched with the supplementary payment appropriations.

Decrease 04 04 12:

European Year of combating exclusion and poverty 2010

The commitment appropriations on this budget line were mainly used for a service contract for communication purposes. This contract was signed on 24 June 2009 and the foreseen first pre-financing has been carried out. The signature of the contract was originally foreseen earlier in the year. For that reason, the envisaged interim payment will be carried only in 2010. Payment appropriations in excess of EUR 1.430.000 can therefore not be used.

Decrease 05 05 02:

Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD)

When drawing the PDB 2009, the total payment appropriations required were calculated on the basis that advance payments to FYROM and Turkey will take place. These advances can only be paid once the Commission adopts the decision granting the conferral of management to these two countries. IPARD is implemented on a fully decentralised basis without ex-ante controls by the European Commission. This means that in order to benefit from IPARD, Turkey, as the other candidate countries, has to set up the necessary structures and procedures in order to guarantee that it can manage IPARD funds in a way as to fulfil the European standards.

However since the necessary work related to the conferral of management to Turkey has not yet been completed (a new Turkish plan foresees completion of the national accreditation process in March 2010, after which Turkey will request conferral of management by the Commission) only advances payments to Croatia and FYROM are expected to be paid in 2009 (corresponding to 50% of the maximum possible amount).

Additionally, in the course of the budget procedure the Budgetary Authority increased payment appropriations by EUR 61.9 million. Given the fact that the necessary appropriations to pay the advance payments were already included in the 2009 PDB proposal and that no interim payment will be claimed, EUR 86.625.000 will remain unspent.

Increase 06 03 02:

Completion of financial support for projects of common interest in the trans-European energy network (TEN-E)

The budget line related to the completion of the TEN-E program should be reinforced in order to be able to pay all the foreseen final payments to be executed until the year end.

Decrease 06 06 02 02:

Research related to transport (including Aeronautics) - Fuel Cells and Hydrogen (FCH) Joint Undertaking

The 2009 call for tender was launched in early July 2009, with a closing date of 15 October 2009. Taking account of the time needed for evaluation, selection and negotiation of projects, the contracts are expected to be signed in 2010. Therefore there will be no payments on this budget line in 2009.

Increase 07 02 01:

Contribution to multilateral and international environmental activities

Payment appropriations under this budget line are used to cover:

- Commitments and payments of subscriptions to multilateral environmental agreements (MEAs) to which the Community is a party (payment is made 100 % following commitment);
- Payments on the completion of actions financed under this budget line under the previous financial framework 2000-2006.

At this date almost all subscriptions to MEAs for 2009 have been committed and paid. Based on the planning of remaining subscriptions expected as well as the updated payment schedule of RAL, an amount of EUR 1 062 000 will be needed in particular to close actions supported under the previous financial framework for which final payment requests have been received recently.

An amount of EUR 250.000 had been withdrawn during the summer 2009 to cover urgent payment needs under budget line 07 02 02 (Completion LIFE 3rd countries). Reinforcement of both budget lines is now needed by the end of the year.

Increase 07 02 02:

Completion of LIFE (European Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Operations outside Community territory

The budget line covers payments related to projects financed under the LIFE III Programme (2000-2006), under the strand "countries"

The actual disbursements depend on the payment schedules of the projects as well as the amount of costs accepted as eligible by the Commission. The amounts entered into the PDB are based on estimates of payment requests expected to be received during the year. However, implementation in 2009 has turned out to proceed faster than expected. Consequently, a need for significant reinforcement in payment appropriations on the budget line in order to cover final payments requests presented by grant beneficiaries for projects financed under LIFE III.

A reinforcement of EUR 250.000 from budget line 07 02 01 had been transferred to the line during the summer 2009 to cover urgent payment needs.

Decrease 07 04 01:

Civil Protection Financial Instrument

Under Council Decision 2007/162/EC establishing the Civil Protection Financial Instrument, expenditure can cover the dispatching cost of experts, as well as transportation of civil protection assistance necessary for ensuring a rapid response to major emergencies and complementing the transport provided by the Member States. The use of such expenditure is, of course, dependent upon the occurrence of major emergencies. In view of the activities in this area since the beginning of the year, as well as the need to adapt payment appropriations to the line's actual level of RAL resulting from commitments made in 2007 and 2008, a total amount of EUR 2.500.000 can be released while maintaining a sufficient level of resources to face possible requests until the end of the year.

Decrease 07 04 05:

Preparatory action - EU rapid response capability

2009 is the second year of implementation of the preparatory action. Implementation as regards commitment appropriations is on track and all commitment appropriations are expected to be consumed by the end of the

year. However, contracts and grant agreements will be signed at the end of the year and therefore only payments corresponding to pre-financing will be necessary.

On the basis of the analysis of the RAL and of planning of commitments and payments for 2009, only an amount of EUR 4.310.000 will be necessary in 2009. An amount of payment appropriations of EUR 950.000 was transferred (internal transfer) to budget line 07 04 04 – Pilot project – Step up cooperation between Member States on combating forest fires, in April 2009. It is proposed to use a further amount of EUR 250.000 to reinforce budget line 07 04 02 – Pilot project – Cross-border cooperation in the fight against natural disasters, (transfer within Chapter 07 04). A further amount of EUR 1.490.000 is made available under the “global transfer” procedure.

Increase 07 05 01:

Completion of development of new policy initiatives

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from previous years (until 2006) for actions undertaken by the Commission for the development of new policy initiatives. The RAL on this budget line at the beginning of 2009 was around EUR 1.5 million.

Taking into account duration and scope of outstanding commitments on this budget line, as well as the fact that the implementation in 2009 was better than anticipated, an amount of EUR 100.000 is needed to deal with payment requests expected by the end of the year. All actions under this budget line should be closed in 2010.

Increase 08 03 01:

Cooperation - Food, agriculture and fisheries, and biotechnology

Following the negotiations concerning the calls for proposals for 2008, the reporting periods for the signature of contracts are longer than originally planned, leading to higher pre-financing payments and additional payment appropriations of EUR 13 million.

The evaluation and negotiation procedures for the calls for proposals for 2009 have speeded up, reducing the time needed to conclude contracts. As a result, more contracts than expected can be signed by the end of 2009. The pre-financing required for these new projects totals EUR 20 million.

Budget line 08.0301 therefore requires an increase in payment appropriations to cover the pre-financing of these agreements.

Decrease 08 04 01:

Cooperation - Nanosciences, nanotechnologies, materials and new production technologies

In 2008 DG RTD brought forward implementation of EUR 63 million received under a budgetary authority transfer (DEC 17/2008, EUR 48 million) and the omnibus transfer (DEC 28/2008, EUR 15 million). Some of the payments made at the end of 2008 covered the pre-financing of projects originally scheduled for commitment and payment in early 2009.

Moreover, during the 2009 budget procedure, the budgetary authority increased the payment appropriations of EUR 90 million for this programme. This represents an increase of 30% over the appropriations requested in the preliminary draft budget. It should be noted that the payments under the research grant agreements for 2009 consist almost exclusively of pre-financing for which the rules relating to FP7 allow little flexibility when determining the amount to be paid.

In addition, the timetable for calls for proposals (closure in March 2008, evaluation in April and October 2008, negotiations to start at the end of 2008) was drawn up before the budgetary authority's vote. For these additional payment appropriations to be implemented, the increase in payment appropriations should have been accompanied by an increase in commitment appropriations, with account being taken of the percentage of pre-financing for the activity in question.

EUR 7.7 million is therefore available for transfer from budget line 08.0401.

Decrease 08 04 02:**FP 7- Cooperation - Nanosciences, nanotechnologies, materials and new production technologies - Fuel Cells and Hydrogen (FCH) Joint Undertaking**

When the Joint Technology Initiative for Fuel Cells and Hydrogen (JTI FCH) was set up, it was assumed that the commitment and payment appropriations would be the same for the whole duration of the FP7. However, once the procedures were set in motion, it turned out that the JTI would operate in much the same way as the research grant agreements. Payments will therefore be spread over a number of years.

In addition, the pre-financing of projects financed and committed by the JTI in 2009 will not be paid until 2010. As no project has been committed on this budget line, no Commission grant can be paid to the JTI under this line.

A transfer of the whole EUR 9.6 million in payment appropriations is therefore requested.

Decrease 08 05 02:**Cooperation - Energy - Fuel Cells and Hydrogen (FCH) Joint Undertaking**

When the JTI FCH was set up, it was assumed that the commitment and payment appropriations would be the same for the whole duration of the FP7. However, once the procedures were set in motion, it turned out that the JTI would operate in much the same way as the research grant agreements. Payments will therefore be spread over a number of years.

In addition, the pre-financing of projects financed and committed by the JTI in 2009 will not be paid until 2010. Payment appropriations are required only for the pre-financing of projects committed under the 2008 budget, i.e. 60% of EUR 28 771 590 (EUR 17 262 954).

EUR 14.37 million is therefore available for transfer from budget line 08.0502.

Decrease 08 06 02:**Cooperation - Environment - Fuel Cells and Hydrogen (FCH) Joint Undertaking**

When the JTI FCH was set up, it was assumed that the commitment and payment appropriations would be the same for the whole duration of the FP7. However, once the procedures were set in motion, it turned out that the JTI would operate in much the same way as the research grant agreements. Payments will therefore be spread over a number of years.

In addition, the pre-financing of projects financed and committed by the JTI in 2009 will not be paid until 2010. As no project has been committed on this budget line, no Commission grant can be paid to the JTI under this line.

A transfer of the whole EUR 2.9 million in payment appropriations is therefore requested.

Decrease 08 08 01:**Cooperation - Socioeconomic sciences and the humanities**

In 2008 DG RTD brought forward implementation of EUR 4.7 million received under a budgetary authority transfer (DEC 17/2008). Some of the payments made at the end of 2008 covered the pre-financing of projects originally scheduled for commitment and payment in early 2009.

Following the negotiations concerning the calls for proposals for 2009, the average duration of the projects is longer than planned, leading to lower pre-financing payments.

In addition, only 15% of the projects coming under the 2009 call for proposals can be implemented by the end of 2009 because of the time needed for negotiation and contract procedures.

EUR 8.3 million is therefore available for transfer.

Decrease 08 17 01:

Capacities - International cooperation activities

In 2008 budget line 08.1701 was increased by EUR 2 million under a budgetary authority transfer (DEC 17/2008). As a result of this increase, it was possible to bring forward implementation of the additional payment appropriations which, when the preliminary draft 2009 budget was drawn up in early 2008, had been planned for 2009.

In addition, the payments relating to projects signed in 2007 will be lower than originally estimated given the number of reports received at this stage of the year.

EUR 3 million is therefore available for transfer.

Decrease 08 19 01:

Capacities - Support for coherent development of research policies

DG RTD considers that the implementation of payment appropriations will be lower than expected as, ultimately, contracts can be concluded for very few research projects by the end of 2009 in view of the revision of the 2009 work programme. As a result, some of the pre-financing cannot be paid until 2010. The original version of the 2009 work programme contained an additional budget for the OMC-NET call launched in 2008, including a payment appropriations budget for the pre-financing of these projects; as this call did not ultimately meet with the success expected, reallocation of the funds available to other initiatives required revision of the 2009 work programme; these new initiatives (grants, public procurement, groups of experts) were thus launched late in the year and will not result in payments until 2010 onwards.

EUR 2.29 million is therefore available for transfer.

Decrease 08 24 01:

European Institute of Innovation and Technology - Governing Structure

Significant savings have been made possible on the budget originally designated for the governing structure of the European Institute of Innovation and Technology in particular because the Hungarian government accepted to cover part a substantial part of the EIT headquarters costs.

In April 2009, the European Parliament and the Council agreed to transfer EUR 3 million of commitment appropriations from this budget line, which covers structure costs, to budget line 08.24.02, which covers the operational grants to the Knowledge and Innovation Communities (KICs). This transfer was limited to commitment appropriations only, because the first payments to the KICs are expected early 2010. Thus a surplus of EUR 3.3 million of payment appropriations is now available for other purposes.

Decrease 10 05 01:

Decommissioning of nuclear installations and waste management

The under-implementation of EUR 5.3 million is explained by an under-spending in 2008 of EUR 6.2 million in commitment appropriations. This was due to a re-evaluation and re-programming of the Nuclear Decommissioning project, with consequent budgetary savings. This has resulted in an associated reduction in the RAL, and a reduced need for payment appropriations in 2009.

Increase 13 05 01 01:

Instrument for structural policies for pre-accession (ISPA) - Completion of other previous projects (2000 to 2006)

The budget line covers completion of ISPA pre-accession assistance for Bulgaria, Romania and Croatia. In the case of Bulgaria and Romania, since their accession, ISPA is managed under shared management between the Commission and the recipient country, similar to the Cohesion Fund.

Compared to initial assumptions when drawing up Budget 2009, Romania's forecasts have been reviewed and are higher than originally foreseen, around EUR 300 million are expected to be requested. Croatia is also expected to submit a request for payments amounting to EUR 10 million.

Moreover the Commission's decision suspending payments to Bulgaria has been lifted. Payment requests of EUR 115.4 million were suspended on 23 July 2008 by Commission Decision C(2008)3990 and lifted on 13 May 2009 by Commission Decision C(2009)3836. This suspension concerned two projects implemented by the Bulgarian National Roads Infrastructure Agency (NRIF).

The Bulgarian authorities have provided proper assurance that neither the procurement nor the contracting procedures led to the misuse of financial assistance. They implemented all recommendations in relation to the structure and financial management and control procedures at the NRIF. In addition, Bulgaria adopted and implemented legislation to prevent conflicts of interests and intensified the monitoring of delayed projects. After lifting of the suspension, it is expected that payment claims will be submitted by the Bulgarian authorities to catch up the backlog arising during the period over which no payment claims could be paid.

All in all, around EUR 435 million should be paid by year-end on budget line 13.05.01.01 when only EUR 290 million is available. A reinforcement of EUR 125 million is thus requested to cover the expected claims by the end of 2009.

Decrease 15 02 09:

Completion of previous programmes in the field of education and training

Budget line 15.02.09 covers payments for the completion of previous programmes in the field of education and training. The contracts to be closed during 2009 on the former Socrates and Leonardo da Vinci programmes needed fewer payment appropriations than expected and some of the final reports were delayed. It is therefore proposed to make EUR 3.5 million available for other purposes.

Decrease 15 05 11:

Preparatory action in the field of sport

The new preparatory action in the field of sport is being successfully implemented, in particular the call for proposals which covers the identification and development of networks and good practices in the fields of physical activity for health, education and training in sport, disability and gender equality in sport. More than 200 proposals have been received and are currently being evaluated.

However the amount of payment appropriations introduced in the 2009 budget (EUR 6 million) was equal to the amount of commitment appropriations. For projects lasting more than one year, in particular those funded under the call for proposals, the final payments and even some interim payments cannot be done in the first year. For this reason, a surplus of EUR 2 million on this budget line can be made available for other purposes.

Decrease 16 03 07:

Euro-Globe - Preparatory action

Due to delays concerning the evaluation of Euro-globe Pilot Project, only a fraction of the amount of payments will be implemented before the end of the year. Therefore, an amount of EUR 1 million can be made available for the global transfer.

Decrease 16 04 03:

Targeted written publications

This budget line has been reinforced by payment appropriations last year during the Global transfer procedure due to faster than expected implementation in payments. As a result, payment requests were executed in 2008 and payment appropriations for 2009 are higher than the present needs. Furthermore, a detailed analysis of the current situation reveals that implementation of commitments is slower than foreseen. Therefore, the corresponding payment appropriations can be put at the disposal of the global transfer.

Increase 18 02 06:

External Borders Fund

The appropriations were used to pay the first pre-financing of 2008 annual programmes (EUR 40 m) and the first pre-financing of the already adopted 2009 annual programmes (EUR 47.2 m).

The implementation forecast for this budget line indicates that additional payment appropriations will be required in 2009 to cover the first pre-financing of the recently adopted 2009 annual programmes (EUR 37.7 m), the second pre-financing of the 2007 programmes (EUR 28.2 m) and the payments of the Community Actions 2008 and 2007 (EUR 3.9 m).

Increase 18 03 03:

European Refugee Fund

The appropriations were used to pay the second pre-financing of 2007 annual programmes, the first and second pre-financing of 2008 annual programmes and the first pre-financing of 2009 annual programmes.

The implementation forecast for this budget line indicates that additional payment appropriations will be required in 2009 to cover additional first pre-financing of 2009 annual programmes (EUR 10.3 m), the first pre-financing for the 2008 Community actions (EUR 3.3 m), payments for 2005, 2006 and 2007 Community actions (EUR 1.1 m) and the closure of 2005 and 2006 files (EUR 3.2 m).

Increase 18 03 04:

Emergency measures in the event of mass influxes of refugees

The initial 2009 appropriations reinforced by the internal transfer of EUR 2.4 million were used to pay the pre-financing of the 2008 emergency measures for Italy and Greece adopted by the Commission towards the end of 2008 (EUR 7.4 m).

In July 2009, this budget line was reinforced by an additional EUR 2.4 million (DEC 19/2009) in order to pay the pre-financing for the dossier introduced by Malta (decision taken, payment underway and soon to be completed).

The Commission has since received a further request from Greece for EU financial support under the conditions of emergency measures (EUR 2.4 m).

The line will be reinforced by EUR 1.4 million which will be taken from the budget line 180310 - European Return Fund. Therefore an additional EUR 1 million is requested.

Increase 19 03 03:

Conflict resolution and other stabilisation measures

Pre-financing payments need to be made in 2009 to the following ESDP missions immediately following the extension of their mandate: EULEX Kosovo and EUSEC DR Congo. The amount to be pre-financed will be approximately EUR 46 million for EULEX Kosovo and EUR 5.3 million for EUSEC DR Congo. In addition, another pre-financing request for an amount of EUR 4.1 million is expected from EUJUST LEX. This brings the total amount needed until the end of the year close to EUR 55 million; with around EUR 21 million left on the line a reinforcement of EUR 34 million in payments is proposed.

Increase 19 03 07:

Police missions

Pre-financing payments need to be made in 2009 to two ESDP missions immediately after the extension of their mandate: EUPOL Afghanistan and EUPOL RD Congo. The exact amounts of the extension are not yet known but at the moment are estimated at respectively EUR 18 million for EUPOL Afghanistan and EUR 6 million in for EUPOL RD Congo. The pre-financing payments are approximately 90% for EUPOL Afghanistan and 50% for EUPOL RD Congo. Therefore a reinforcement of EUR 17 million in payment appropriations is proposed.

Decrease 19 04 03:

Electoral observation

Timetables for Election Observation Missions (EOM) in third countries evolve due to political reasons and are difficult to predict with precision.

The year 2009 is a year of particularly difficult missions with actions to be conducted in countries such as Iraq, Afghanistan, Lebanon and Guinea-Bissau under highly volatile conditions. In addition, several planned missions have not materialised and there are two major missions (Yemen and Honduras) foreseen for the end of the year that are now uncertain.

Indeed, the EOM to Yemen was cancelled due to the last minute postponement of elections to 2012. The EOM to Honduras had to be frozen due to the current constitutional situation of the country and the rupture in the country's relationships with the EU.

Finally, the EOM to Ivory Coast is less than certain as this stage, the election still being planned for November 29 while all reports suggest a strong probability of postponement. The deployment of an EOM to Guinea (Conakry), while being planned for early 2010 (after a first postponement), is still pending the assessment of the evolution of the political situation.

As a result EUR 6 million in payment appropriations can be made available for transfer.

Decrease 19 06 01 01:

Crisis response and preparedness (Instrument for Stability)

The payment appropriations calculated at the moment of PDB 2009, took into account EUR 205 million of commitment appropriations on this budget line. However, during the budgetary conciliation in November 2008 it was agreed to transfer EUR 70 million of the 2009 budget from the Instrument for Stability to the Food Facility, leaving only EUR 134.8 million in CA on this budget line. The payment appropriations remained unchanged at the original level of EUR 150 million. Due to this change, the Commission will not be able to use all the payments available by the end of the year and therefore proposes to free the extra payments amounting to EUR 21.5 million.

Decrease 19 06 05:

Civil protection interventions in third countries

Under Council Decision 2007/162/EC establishing the Civil Protection Financial Instrument (CPFI), expenditure can cover the costs for dispatching experts as well as transportation of civil protection assistance necessary for ensuring a rapid response to major emergencies in third countries and complementing the transport provided by the Member States.

The use of such expenditure is of course dependent upon the occurrence of major emergencies in third countries and official demands for assistance from the CPFI submitted by these countries.

In 2009 the Monitoring and Information Centre (MIC) operated by the Commission provided assistance to third countries in the following cases: Tajikistan (transport of equipment - tents, medical supplies and electrical power generators - provided by Austria and Slovakia to cope with floods & mudslides in May 2009), Taiwan (dispatch of MIC expert team – floods caused by Typhoon Morakot in August 2009). Taking into account activities in this area since the beginning of the year, an amount of EUR 4.6 million in payment appropriations can be released while maintaining a sufficient level of resources to face possible needs until the end of the year.

The level of resources used will be reviewed at the end of November and if appropriate further appropriations may be made available at the end of the year under the provisions of Article 26(3) of the Financial Regulation.

Increase 19 08 01 03:

European Neighbourhood and Partnership financial cooperation with Eastern Europe

The new ENPI regulation, which is now fully operational, and the implementation of projects focussing on sector support (through budget support as implementation modality) have a positive impact on the disbursement rate. In addition, the Neighbourhood Investment Facility (NIF), co-financed by Member States and several financial institutions has started to disburse, especially in favour of countries from ENPI East. The probability of additional needs for this budget line was already announced in the March budget forecast alert.

During the second semester 2009, the following important payments are scheduled for an amount of EUR 139.4 million as presented in the table below:

Country	Project	Year of Commitment	Amount in €million
Azerbaijan	Energy Reform	2007	3
Armenia	Support to Poverty Reduction Strategy through reforms in vocational education and training (VET)	2007	6,75
Armenia	Support to Justice reform in Armenia	2008	8
Georgia	Support to the Public Finance Management Report in Georgia	2007	5
Georgia	Support to Georgia IDPs Action Plan: 2008 Part II	2008	28,5
Georgia	Reform of Criminal Justice System	2008	5
Moldova	Assistance to reform in the Moldovan social assistance sector	2007	7
Moldova	Water and waste water	2009	15
Moldova	NIF – Republican Clinical Hospital	2008	3
Moldova	NIF – Road Rehab	2008	12
Ukraine	Support to the implementation of Ukraine's Energy strategy (168501)	2007	17
	other ongoing projects		29,15
	TOTAL		139,4

Taking into account remaining amounts on the line and amounts which can be made available by internal transfer, a reinforcement of EUR 87 million is requested.

Decrease 19 09 01:

Cooperation with developing countries in Latin America

The payment situation has been negatively influenced by the political situation in Nicaragua and Honduras (among the main recipients of EC aid in Latin America).

Suspension of budget support payments for these countries has reduced the payment execution on line 19.0901. Despite the mitigating measures taken to accelerate the uptake of funds in the framework of EC bilateral cooperation, the implementation of payment appropriations was some EUR 44 million below the forecast at 31/08/2009. The latest state of play does not point to any change in trend and contracting had at 31/08/2009 only reached 31% of the annual forecast.

It is proposed to reduce the payment appropriations by EUR 21.4 million.

Decrease 19 09 02:

Preparatory action - Cooperation with middle income group countries in Latin America

Payment forecasts concern exclusively the only Financing Agreement running under this budget line. It is planned to contract a programme estimate before the end of the year and to pay EUR 0.5 million in advance.

The other actions decided this year will not generate disbursements before the year-end.

Decrease 19 10 01 04:

Preparatory action - Business and scientific exchanges with China

A decrease is proposed in payment appropriations of EUR 2.120.682. This follows a delay in the beginning of the implementation of project "China" resulting in a postponement of the disbursement of the second instalment to 2010.

Decrease 19 10 01 05:

Preparatory action - Cooperation with middle income group countries in Asia

A decrease is proposed in payment appropriations of EUR 1.76 million. This follows a delay in the start up of the implementation of project "Asia Policy Forum" resulting in a postponement of the disbursement of the second instalment to 2010.

Decrease 19 10 03:

Cooperation with Iraq, Iran and Yemen

Since 2008, projects financed under this budget line are implemented directly by the Commission's services and not any longer through international organisations. However, the difficult safety conditions hold back the smooth implementation of the projects committed in favour of IRAQ.

The forecast for payment has been reduced by EUR 6.6 million and includes the needs for EACEA.

The forecast for payment has been revised for the following reasons:

- Before 2008, taking into account the complex conditions on the spot, the projects were implemented by International Organisations using the joint management mode. Contribution Agreements with a relatively short implementation period were signed and followed a rather quick disbursement scheme.
- From 2008 onwards, a classic project approach has been adopted to implement the projects. Several projects are financed in favour of the Iraqi refugees in Syria and Jordan. Though, due to delays in the submission of the signed financing agreement for the project 'Emergency Support to the Education Sector' by the Syrian Authorities and the implementation of the reimbursement scheme takes more time than initially planned, the payment of the first tranche is seriously at risk in 2009.
- The political situation and complex governance structures in Iraq do not allow quick signature of Financing Agreements. For the financing decision made in 2008, the very first financing agreement was signed with the Iraqi government in March 2009. Implementation has therefore only just started and no disbursements are foreseen for 2009.

As a result, EUR 6.6 million can be made available for transfer.

Increase 20 02 01:

External trade relations, including access to the markets of non-Community countries

In order to respect the outstanding contractual requirements (RAL) up to year-end and to meet the needs in relation to contracts still to be signed in 2009 (mainly related to the market access database and export helpdesk), an increase of EUR 1.5 million in payment appropriations will be needed. The increase will bring the level of payment appropriations corresponding to the 2009 PDB.

Increase 21 03 01:

Non-State actors in development

An additional EUR 18 million in payment appropriations will be needed as a larger number of advance payments than foreseen are forecast due to earlier contractualisation in 2009. This is in line with the Communication to the Commission "financial rules and accelerating budget implementation to help economic recovery" SEC (2009) 477 final, 8.4.2009, on measures to speed up budget implementation. Among the measures announced was the possibility to launch calls for proposals covering 2 years. The calls for proposal launched early 2009 (2008 and 2009) thus cover two budgetary years. Furthermore, a new procedure that allows the release of the first advance payment on the basis of the signed contract, without the presentation of a payment request, has also resulted in an acceleration of payments in 2009.

Increase 21 03 02:**Local authorities in development**

An additional EUR 2 million in payment appropriations will be needed as a larger number of advance payments than foreseen are forecast due to earlier contractualisation in 2009. This is in line with the Communication to the Commission "financial rules and accelerating budget implementation to help economic recovery" SEC (2009) 477 final, 8.4.2009, on measures to speed up budget implementation. Among the measures announced was the possibility to launch calls for proposals covering 2 years. The calls for proposal launched early 2009 (2008 and 2009) thus cover two budgetary years. Furthermore, a new procedure that allows the release of the first advance payment on the basis of the signed contract, without the presentation of a payment request, has also resulted in an acceleration of payments in 2009.

Decrease 21 04 01:**Environment and sustainable management of natural resources, including energy**

A decrease of EUR 20 million in payment appropriations is proposed bringing the level down to the same level proposed by the Commission in the 2009 PDB. During the budgetary procedure the budget line was reinforced by EUR 45 million in payments and has already been subject to a transfer reducing the line by EUR 20 million. The contracts made have an average duration of 3 years, making it impossible to consume additional appropriations faster.

Decrease 21 04 05:**Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (GEEREF)**

A decrease of EUR 2.2 million in payment appropriations is proposed due to a delay in the execution of the Technical Facility of the GEEREF financed under this line and managed by the European Investment Fund (EIF); no payments will be made this year. The funds that were transferred to EIF in 2008 are sufficient to cover the actions planned in 2009.

Decrease 21 04 06:**Water management in developing countries - preparatory action**

As a result of the delayed preparation of the Commission Decision, the signature of contracts for this pilot project was delayed and there will be no further payments this year.

A decrease of EUR 2 million in payment appropriations is proposed.

Decrease 21 05 01 01:**Health**

A decrease of EUR 5 million in payment appropriations is proposed. The reason is that the three new calls for proposals to be launched to select new projects for a total of EUR 26.1 million in commitment appropriations 2009 will be launched with a small delay as compared to the original planning.

The final selection of projects will be done only in 2010 and therefore no advance payments can be made in 2009.

Furthermore, one contract will be signed before the end of the year for EUR 9.5 million related to 2008 commitments; this contract will not include advance payment but a one-off end-of-project payment in 2013.

Decrease 21 05 01 06:**Preparatory action - Pharmaceutical-related transfer of technology in favour of developing countries**

There is only one contract financed from this line where only the pre-financing will be paid in 2009. That leaves EUR 2.074.559 in payment appropriations available for transfer.

Decrease 21 05 01 07:**Preparatory action - Research and development on poverty-related, tropical and neglected diseases**

There is only one contract financed from this line on the 2008 budget and only the pre-financing will be paid in 2009. No further contracts are expected to be signed on the 2009 commitment appropriations and therefore no more payments will be made. A decrease of EUR 2.033.186 in payment appropriations is proposed.

Decrease 21 05 03:**Human and social development - Completion of former cooperation**

A decrease of EUR 24 million is proposed on this completion line that covers a bulk of old projects that are gradually closing down.

The implementation of these still ongoing projects has in many cases been delayed resulting in no-costs extensions and slower overall disbursements rates.

Furthermore, in many cases, the total expenditure at the end of project duration is lower than originally budgeted and recoveries are being made instead of paying final balances.

Increase 21 06 05:**Assistance to ACP banana producers**

The Bananas Projects were implemented on a partly decentralised basis requiring a validation of national control systems and signing of amendments in respect of the old financing agreements. These necessary operations slowed down implementation considerably.

As soon as the amendments were signed, the Delegations made up the delay and issued the calls for tender, with a high proportion of contracts being concluded as a result.

Whereas appropriations on the line were not used in full for a number of years, the backlog has now been caught up as a result of the effort to conclude contracts.

An increase was already required in 2007 and 2008. The execution was already at 80.3% on 1/9/2009 and the latest forecast shows a need to add EUR 25 million in payment appropriations to the initial payment appropriations.

Decrease 21 08 01:**Evaluation of the results of Community aid and follow-up and audit measures**

It is proposed to decrease the payment appropriations by an amount of EUR 2.423.000 following de-commitments of EUR 1.4 million and prorogation of service contracts of EUR 1.4 million.

Decrease 22 02 05 01:**Completion of PHARE pre-accession assistance**

This budget line covers PHARE programmes managed in decentralised management by the national authorities in Romania, Bulgaria and Croatia. When drawing up the PDB 2009, the following elements could not be taken into account and explain the proposed decreased for Budget line 22.02.05.01:

In Romania, contracting and implementation by the National Authorities proceeded at a slower pace than envisaged when they presented, in March 2008, their forecasts of payment needs for the 2009 Budget. This is partially due to stricter internal management rules and tighter supervision by the National Authorising Officer to ensure sound financial management. Consequently, the amount expected to be paid to Romania this year has decreased by more than EUR 114 million.

In Bulgaria, in 2007 and early 2008 the Commission discovered serious system deficiencies in the management of programmes which triggered a suspension of payments and subsequent withdrawal, in July 2008, of the Extended Decentralised Implementation System (EDIS) accreditation from the two major Bulgarian Implementing Agencies. Despite several requests from the Commission the Bulgarian Authorities did not take the necessary action to correct these weaknesses. As a result the Bulgarian Implementing Agencies were not able to conclude contracts for a substantial amount due to the expiry of contracting deadlines. Consequently, the amount expected to be paid to Bulgaria by the Commission this year has decreased by more than EUR 140 million.

Thus, EUR 254 million are made available in the framework of the global transfer.

Decrease 22 02 07 03:

Financial support for encouraging the economic development of the Turkish Cypriot Community

The progress in contracting payments is hampered by problems arising from the unique political and legal environment in the northern part of Cyprus.

Major construction of a total value of approximately EUR 100 million has been delayed by 3 to 9 months. In addition, some projects were delayed by the Turkish Cypriot beneficiaries for policy reasons (e.g. projects dealing with demining and history teaching).

Court cases were launched against the Commission by the government of the Republic of Cyprus because of concerns about implicit recognition of a public authority other than the government of the Republic of Cyprus. These cases were dropped but led to a delay of some three months for many projects.

There were also delays by the government of the Republic of Cyprus in notifying the Commission of the ownership of land parcels (information needed to ensure respect of property rights) of up to six months; this particularly affected larger infrastructure projects. There were also problems with property rights due to inaccurate mapping and incomplete knowledge of the cadastre in the northern part of Cyprus.

All in all, EUR 42 million is made available for redeployment under the global transfer.

Increase 23 02 01:

Humanitarian aid

In July 2009 the Budgetary Authority approved a reinforcement of the Humanitarian Aid budget line from the Emergency Aid Reserve (DEC 20/2009) by EUR 45 million in commitment appropriations in order to face the humanitarian crisis in Pakistan (EUR 25 million) and Somalia (EUR 20 million). At that moment, no payment appropriations were required, as the Commission still had sufficient funds available on this budget line. However, towards the end of the year, this source is being reduced and therefore a reinforcement of EUR 24 million in payment appropriations is required.

Increase 23 02 02:

Food aid

In July 2009 the Budgetary Authority approved a reinforcement of the Food Aid budget line from the Emergency Aid Reserve (DEC 20/2009) by EUR 20 million in commitment appropriations in order to face the food crisis in Pakistan. At that moment, no payment appropriations were required, as the Commission still had sufficient funds available on this budget line. However, towards the end of the year, this source is being reduced and therefore a reinforcement of EUR 10 million in payment appropriations is required.

Increase 26 02 01:

Procedures for awarding and advertising public supply, works and service contracts

The level of payments was drastically reduced during the budgetary procedure 2009. A potential budget shortfall has been known since the adoption of the 2009 budget. The increase in payment appropriations is requested to cover payments due from previous years (2008: "Reste à liquider" is EUR 6.27 million) and invoices due on 2009 commitments.